

**L'allocation de base inconditionnelle**  
**(Auc)une promesse de salut**  
*Jens Heisterkamp*

L'argent seul ne fait pas le bonheur, comme on l'entend de la bouche du peuple. Mais l'argent seul ne rend pas non plus créatif. Les débats importants pour faire progresser la consolidation sociale peut développer d'autant plus d'énergie que l'on s'empêtré d'autant moins dans des questions de foi d'ordre moral.

Ce n'est pas une question : le problème de l'allocation inconditionnelle de base occupe de plus en plus fortement le débat politique. En Suisse, dans les prochaines années, aura lieu une votation populaire pour son introduction et en Allemagne, femmes et hommes politiques issus de divers partis ont fait part de leur sympathie.

Dans les discussions publiques, le débat prend souvent une tournure singulière toujours identique, pour laquelle l'intervention de Katja Kipping dans le *talkshow* de Marjus Lanz est un bon exemple (émission du 7.2.2013, accessible sur *Youtube*, voir l'icône de l'application *Smartphone* à la fin de l'article). Le président des *Linken* se battit honnêtement — mais il arriva ce qui devait arriver : Le modérateur se précipita, avec les autres invités du *talkshow*, sur les flancs ouverts de la discussion sur l'allocation de base inconditionnelle : où donc restait la motivation pour les groupes de salaires mal payés, passant pour pesants, si chacun peut recevoir de l'État autant qu'il est nécessaire pour sa location et sa nourriture ? Malgré toutes les différences d'autrefois les partisans du travail obligatoire et du plein emploi feraient de nouveau cause commune dans ce cri prédictible. Nous savons ce qui en résulte : les opposants tiennent les préconisateurs pour des naïfs, s'ils croient que les gens travailleraient encore sans avoir de préoccupation d'argent, et les préconisateurs reprochent aux opposants de capituler devant une image de l'être humain déficitaire, qui met seulement en avant une pression de l'extérieur — la confrontation politique autour de l'allocation de base devient une guerre de religion. Un côté croit que les êtres humains feraient les paresseux, dès que le combat pour l'existence serait mis hors circuit par la perception d'une allocation de base. Le principe de production serait donc enterré, la société sombrerait dans l'absence de motivation, selon leur conviction. Au contraire, disent les préconisateurs de l'allocation de base, la consolidation des besoins fondamentaux de la vie permettrait enfin, seulement, de se consacrer à des tâches réellement créatrices libérées des nécessités les plus élémentaires de l'existence. « L'être humain est un être d'expression », dit aussi Götz Werner à de nombreuses occasions tout en reprochant à tout un chacun qui en doute d'avoir une fausse image de l'être humain. « Celui qui ne veut pas travailler, est malade », déclara-t-il même récemment dans la *Neue Zürcher Zeitung*.

Des êtres humains sont différents

Deux choses importantes sont ainsi perdues avec cette guerre confessionnelle : la première c'est le sens pour la diversité des êtres humains. Justement les êtres humains ne sont pas « fondamentalement » ainsi ni autrement, ni non plus *soit* qu'ils ont besoin de motivation *soit* qu'ils sont créatifs ; tout être humain est assurément apte à la créativité et prédisposé à cela — même aussi, mais en aucun cas seulement — à vouloir se réaliser par le travail, mais les conditions de départ pour cela sont si diverses — par l'origine, l'éducation ou la formation — que dans la réalité sociale toutes les nuances existent : beaucoup de gens, à coup sûr, en référence à une allocation de base se sentiront soulagés et commenceront à faire quelque chose [qui leur plaira déjà ! *ndt*] — mais beaucoup s'en tiendront aussi au *status quo* se laisseront vivre — ce qui est leur bon droit. C'est ici qu'entre en jeu le second point : à partir de son idée même, l'allocation de base inconditionnelle n'est pas du tout dépendante de la condition que les êtres humains soient motivés, pour ainsi dire à partir « de leur « bonne nature » et prêts à travailler. Car l'allocation de base forme, comme insistent à bon droit ses préconisateurs, en premier lieu, un instrument social et politique aujourd'hui nécessaire, qui est censé assurer, dans une époque d'acquisition du travail structurellement en recul, une vie humaine digne le plus possible à tous. Elle est, comme les études l'ont montré entre temps, payable et avant tout moins bureaucratique que tout ce dont nous disposons, en tant que prestations sociales de transfert. Cela suffit. Des présuppositions, quant à

savoir si et comment, elle agira sur le niveau de créativité de la société, ne sont ni nécessaires ni même encore possibles. Un idéalisme prenant les devants agit plutôt ici de manière nocive. Sur maints points, on est même d'accord avec les critiques : la croyance, par exemple, que les trop nombreux jeunes (la plupart provenant des classes éloignées de la formation), qui n'ont aucun diplôme de fin d'étude, ou selon le cas, ne trouvent aucun lieu de formation, *rien que* par la perception d'une allocation de base, deviendraient de loyaux fondateurs de *start-up*, serait effectivement illusoire. De même qu'il vaut en pratique d'envisager qu'il y a justement aussi des êtres humains qui ont besoin — seulement exprimé amicalement — d'un « soutien », exprimé avec moins de circonvolution : d'une « pression » pour être mis en situation de suivre une activité quotidienne réglée. Sur les raisons pour cela, il y aurait beaucoup à dire, par exemple, aussi que ces êtres eux-mêmes ne seraient plus atteints par l'actuel système de contrainte au travail. Une chose, en tout cas, ne serait pas pertinente, ce serait de les aider d'une manière primaire avec de l'argent. Mais celui qui affirmerait cela, n'a cependant jamais vu de la base, comme je le crains, la réalité sociale en Allemagne. J'ai eu des discussions sur le thème de l'allocation de base avec des partenaires foncièrement ouverts, qui connaissent par d'expérience les circonstances règnant actuellement dans les banlieues des grandes agglomérations allemandes : collaborateurs des autorités sociales communales, enseignantes et enseignants des écoles primaires ou secondaires, ou bien des gens qui sont compétentes pour la formation des jeunes dans de grandes entreprises industrielles. Celui qui veut entendre raconter ces gens là (qui connaissent bien les êtres humains), que leur clientèle — au sujet de la qualification de laquelle ils s'engagent souvent le plus grands efforts — n'attend que le paiement d'une allocation de base, pour être libérée de leur blocage de motivation, se rend non-crédible. Et cela nuit à l'idée d'allocation de base. En réalité chacun sait, qui a seulement lui-même élevé des enfants, quels aspects divers prennent les motivations dans la pratique et de quels multiples facteurs le succès elle dépend : la formation en est plus centrale, mais aussi la question de ce par quoi naissent en vérité les qualifications élémentaires comme la sûreté, la tolérance à la frustration ou la discipline de soi — souvent la maison familiale y joue un rôle bien plus vaste que la maternelle ou bien l'école. L'argent est ici un facteur qui vient après. Avec le sens ou le non-sens d'une allocation de base, ces problèmes n'ont, au plan primaire, rien à faire et l'engagement pour cette idée sociale innovante ferait bien de ne pas se laisser d'abord attirer sur cette scène. Nous disons cela aux critiques de l'allocation de base très clairement : il est plus simple, vu au plan économique, d'abandonner simplement ceux qui ne veulent pas travailler, ou qui ne peuvent pas le vouloir, qu'au lieu de cela, de vouloir les y contraindre par un système beaucoup plus coûteux. Ils ont besoin d'autres formes de soutien.

#### Exemple des allocations familiales

Comment il est donc inutile et insensé de surcharger l'introduction de l'allocation de base par la promesse d'une amélioration du niveau de motivation de la société, je voudrais ici le démontrer par une comparaison : dans notre société, depuis longtemps des allocations familiales ont été naturellement mises à la disposition, et bien sûr indépendamment de l'indigence et surtout indépendamment de toutes suppositions sur le fait de savoir si ce paiement rehausse de manière causale la motivation des bénéficiaires quant à leur activité de parents. La perception d'allocations familiales est tout simplement une contribution socialement sensée et nécessaire — et elle est ancrée dans la loi, — à l'amélioration de la situation des revenus et non pas dépendante par exemple de la croyance que les parents modifieraient leur tâche d'éducation en fonction de cet argent<sup>1</sup>. Il en est de même pour l'allocation de base : exactement comme il y a des parents qui investissent leurs allocations familiales dans les *fastfood* et *Pay-TV* au lieu que dans leurs enfants, il y a aussi des êtres humains qui utiliseront l'allocation de base pour une vie d'effort neutre à un niveau modeste. C'est leur affaire privée — même si cela ne correspond pas à l'aspiration ardente d'une vie remplie, que je présume, comme tous les activistes de l'allocation de base, au plus profond de tout être humain.

---

<sup>1</sup> Il en est de même chez nous où de temps en temps, il y a un politicien qui croit qu'en supprimant les allocations familiales aux familles de jeunes délinquants, ceux-ci seraient mieux élevés...*ndt*

Mais revenons à notre sujet central : si les défenseurs de l'allocation de base ont une « image humaine » positive, c'est qu'ils sont convaincus qu'en tout être humain il y a une volonté d'œuvrer de manière créatrice, cela les rend éventuellement sympathiques. Les problèmes sociaux complexes de notre société ne se laissent pas résoudre avec cette prise de position et rendent naturellement méfiants, comme on peut le comprendre, des êtres humains qui — soit à partir d'expériences personnelles ou différentes, soit pour d'autres raisons — ne veulent pas se rattacher à cette image humaine.

Cette restriction ne parle cependant d'aucune manière à l'encontre de l'introduction d'une allocation de base, qui peut, pour l'essentiel, s'appuyer sur de toutes autres raisons : l'allocation de base, eu égard au recul structurel de l'acquisition d'un travail, est un instrument nécessaire de la consolidation sociale ; elle est plus humaine (c'est-à-dire libre de contrainte) et plus efficace (par rapport à la perception de l'ensemble des prestations sociales de transfert) que les autres instruments politiques et sociaux utilisés jusqu'à présent (à cause de la déconstruction des systèmes sociaux coûteux reposant sur demandes et contrôles supra-ordonnés aux aides).

L'argent seul ne rend pas heureux. C'est ce que sais déjà la sagesse populaire. L'argent seul ne rend pas non plus créatif. C'est pourquoi on doit être au clair : l'idée d'une allocation de base (inconditionnelle, *ndt*)<sup>2</sup> n'est pas une promesse de salut qui mène automatiquement à un idéal dans lequel il n'y aura que des femmes et hommes créateurs, motivés et heureux. Mais c'est une innovation sociale et politique sensée en direction d'une société conforme à son époque.///

*Info3*, n°2/2014.

(Traduction Daniel Kmiecik)

---

<sup>2</sup> La première amorce fut posée en France par Jacques Duboin [*Demain ou le socialisme de l'abondance* troisième édition Édition Ocia, Paris 1947] par son « économie distributive », dès 1936, mais Hitler était déjà là, et on est bien sûr passé à autre chose... Mais en France actuellement le plus grand silence règne sur ce sujet, en effet, les politiciens en place ne laisseront jamais le peuple s'exprimer sur cette question, car ils y perdraient beaucoup de leurs intérêts. *ndt*